



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Second **independent** Annual Growth Survey

Vendredi 06 décembre 2013, 9H00

La croissance repart dans la zone euro mais les chiffres positifs de croissance, insuffisants pour effacer le coût réel de la crise financière de 2007, ne permettent pas d'affirmer que l'austérité commence à porter ses fruits. Au contraire, la persistance d'une situation de chômage de masse fait émerger de nouveaux déséquilibres et de nouveaux risques. Les déséquilibres externes et budgétaires se réduisent mais la divergence des trajectoires de croissance entre les pays de la zone euro se renforce, notamment en termes de PIB par tête. Le chômage de long terme s'installe et en corollaire, les inégalités s'accroissent et le risque de pauvreté augmente dans de nombreux pays européens. Les ajustements de compétitivité, certes nécessaires, sont en passe de devenir excessifs. En se poursuivant inlassablement et en s'amplifiant avec les taux de chômage élevés, la mécanique d'ajustement à la baisse du coût du travail pousse progressivement les économies les plus fragiles de la zone euro vers la déflation. Sans changement d'orientation des politiques macroéconomiques européennes, ces déséquilibres risquent de s'accroître et de se propager à l'ensemble de la zone euro.

Le rapport **iAGS 2014**, rédigé par des chercheurs de l'[OFCE](#), de l'[ECLM](#) et de l'[IMK](#), propose une stratégie alternative. Premièrement, elle doit s'appuyer sur les récentes avancées institutionnelles. En particulier, la conduite d'une politique monétaire plus expansionniste – un *quantitative easing* renforcé - doit permettre une baisse significative des écarts de taux d'intérêt. Deuxièmement, la trajectoire de réduction des déficits budgétaires doit être assouplie et un programme d'investissement public doit être lancé. C'est la condition nécessaire pour stimuler la croissance à court terme comme à long terme. Le programme d'investissement public préconisé par **iAGS 2014** permettrait de stopper le désinvestissement des pouvoirs publics dans leurs économies. Il est conforme aux objectifs de transition écologique de la Commission européenne. Troisièmement, la pauvreté et les inégalités doivent être au cœur des politiques économiques. Quatrièmement, un frein à la déflation salariale doit être activé.

Le rapport **iAGS 2014** propose une coordination renforcée des politiques salariales via l'instauration de normes de salaire minimum, déterminées afin de réduire le risque déflationniste et de contribuer à une réduction raisonnable des déséquilibres extérieurs.

L'intégralité du rapport **iAGS 2014** est consultable www.iags-project.org/



Contacts scientifiques :

OFCE :

Xavier Timbeau, directeur du département Analyse et prévision, T/+33(0)144 18 54 57, xavier.timbeau@ofce.sciences-po.fr

Jérôme Creel, directeur -adjoint du département des Etudes, T/+33(0)144 18 54 56, jerome.creel@ofce.sciences-po.fr

Christophe Blot, directeur-adjoint du département Analyse et prévision, T/+33(0)144 18 54 21, christophe.blot@ofce.sciences-po.fr

ECLM:

Lars Andersen, Managing Director of ECLM,

la@ae.dk

IMK:

Andrew Watt, Head of department at the IMK at the Hans-Böckler-Foundation,

andrew-watt@boeckler.de

Contact Presse :

Sylvie Le Golvan, Responsable de la communication, T/+33(0)144 18 54 07, P/+33 (0)6 22 48 28 52,
sylvie.legolvan@ofce.sciences-po.fr

